

Vite, un plan d'urgence pour l'École publique!

La population a montré dans la période son désaccord avec la politique gouvernementale menée, et sa préoccupation sur certains sujets tels que la situation des services publics qui nécessiteraient des plans d'urgence. C'est le cas de **l'Éducation**.

A quelques jours de la rentrée scolaire, alors que les réformes en cours comme le « choc des savoirs » ont suscité bien des remous au sein de la communauté éducative, et que la crise de recrutement risque d'être lourde de conséquence pour l'encadrement des élèves, des mesures s'imposent au plus tôt.

La société attend que l'école donne à tous les jeunes les outils nécessaires pour devenir des individus éclairés, des citoyens à même de comprendre le monde d'aujourd'hui et de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle. À l'évidence, on est loin du compte. Les inégalités sociales se renforcent. Pour y remédier, bien des mesures sont à prendre, hors l'école, avec par exemple une véritable politique de la ville ou des politiques éducatives garantissant une équité territoriale et un égal accès à une scolarité de qualité, et dans l'école. Refuser les fatalismes sociaux et scolaires suppose de donner à l'école publique le financement nécessaire et les personnels en nombre suffisant pour lui permettre un meilleur fonctionnement.

Les indices de position sociale des écoles et collèges (IPS) que l'Éducation Nationale a été contrainte de rendre publics, confirment que l'enseignement privé (qui reçoit pour sa part un financement public important) concentre les élèves les plus favorisés, notamment à Paris ainsi que dans les grandes villes du pays. Cette ségrégation met à mal la mixité scolaire, facteur de réussite des élèves et puissant levier pour grandir en faisant société.

Le dernier classement PISA des 38 pays de l'OCDE en 2023 montre que les résultats de la France sont parmi les plus bas jamais enregistrés avec une 23^{ème} place au classement général et un recul spectaculaire en mathématiques. Ces résultats sont à corréliser avec les multiples réformes dans l'éducation (sans qu'aucun bilan des précédentes ne soit tiré) qui ont eu pour dénominateur commun la diminution des horaires d'enseignement, les fermetures de classes, l'accroissement des effectifs par classe, les suppressions de postes, la dégradation des conditions de travail des élèves et des enseignants.

À cette situation dramatique pour les élèves et pour un corps enseignant socialement déclassé et en proie à une crise d'attractivité du métier sans précédent, situation qui aurait nécessité un revirement politique, E. Macron et son gouvernement ont proposé un ensemble de mesures au moindre coût, participant au tri social des élèves, dont les effets passés n'ont jamais fait la démonstration d'une moindre amélioration (uniforme,

redoublements, groupes de niveau sans moyens nouveaux, SNU, sans oublier Parcours Sup et la réforme de la voie professionnelle...).

La rentrée scolaire 2024 suscite de lourdes inquiétudes et incertitudes.

Notre École Publique et laïque mérite des personnels mieux payés, recrutés en nombre, formés; elle mérite un projet éducatif qui par ses choix budgétaires et des réformes structurelles soit en mesure de relancer une **véritable démocratisation** et une élévation des qualifications de toutes et tous.

C'est pourquoi nous vous demandons d'**œuvrer pour un plan d'urgence pour l'Éducation.**